Arrêté ministériel n° 82-567 du 22 novembre 1982 portant exonération de la réglementation des substances, plantes et produits vénéneux destinés à la médecine humaine

Type	Texte réglementaire
Nature	Arrêté ministériel
Date du texte	22 novembre 1982
Publication	Journal de Monaco du 26 novembre 1982 ^[1 p.4]
Thématiques	Santé publique - Général ; Règles d'assiette et de recouvrement

Lien vers le document : <https://legimonaco.mc/tnc/arrete-ministeriel/1982/11-22-82-567@2018.12.01>

LEGIMONACO

www.legimonaco.mc

Vu la loi n° 890 du 1er juillet 1970 sur les stupéfiants ;

Vu les articles 65 et 66 de la loi n° 1029 du 16 juillet 1980, concernant l'exercice de la pharmacie ;

Vu l'arrêté ministériel n° 68-322 du 14 octobre 1968 portant exonération de la réglementation des substances vénéneuses destinées à la médecine humaine, modifié ;

Vu l'arrêté ministériel n° 81-333 du 7 juillet 1981 fixant le régime des substances, plantes et produits vénéneux ;

Vu l'arrêté ministériel n° 82-479 du 6 octobre 1982, modifié, fixant la composition des sections 1 et 2 des tableaux des substances vénéneuses ;

Article 1

Sous réserve des dispositions des articles ci-après, les dispositions du titre II de l'arrêté ministériel n° 81-333 du 7 juillet 1981, susvisé, ne sont pas applicables aux préparations médicamenteuses qui renferment des substances, plantes ou produits vénéneux en quantités ou à des concentrations égales ou inférieures à celles indiquées aux tableaux annexés au présent arrêté et sous les formes désignées.

Les substances, plantes ou produits qui ne figurent pas aux tableaux ci-annexés ne jouissent d'aucune exonération.

Article 2

Quelle que soit la forme sous laquelle elles sont présentées, les préparations renfermant des substances, plantes et produits inscrits aux tableaux A et C ne sont exonérées que dans la mesure où le poids de la substance, de la plante ou du produit remis au public est égal ou inférieur à celui prévu dans les tableaux ci-annexés.

De plus, ces préparations doivent satisfaire à l'une des deux autres conditions prévues aux tableaux, selon qu'elles sont ou non divisées en prises.

Article 3

Outre les dispositions prévues à l'article 2 relatives aux substances, plantes et produits inscrits aux tableaux A et C, les préparations renfermant des substances, plantes et produits du tableau B (stupéfiants) doivent, dans tous les cas, satisfaire aux conditions de concentration prévues aux tableaux ci-annexés.

Article 4

Conformément aux dispositions du titre II de l'arrêté ministériel n° 81-333 du 7 juillet 1981, susvisé, la fabrication des préparations exonérées renfermant des substances, plantes et produits inscrits au tableau B (stupéfiants) doit être comptabilisée dans le cadre des dispositions de l'article 61 dudit arrêté.

Article 5

Les exonérations relatives aux bases sont applicables à ceux de leurs sels inscrits aux tableaux des substances, plantes et produits vénéneux, à raison de la quantité de base à laquelle ils correspondent.

Article 6

Les exonérations prévues au présent arrêté ne sont pas applicables aux solutés injectables, sauf mention expresse dans les tableaux annexés.

Article 7

Sont abrogés l'arrêté ministériel n° 68-322 du 14 octobre 1968, susvisé, ainsi que les arrêtés qui l'ont complété et modifié.

Annexe

Voir Annexe au Journal de Monaco du 26 novembre 1982). - (Tableaux modifiés par l'arrêté ministériel n° 83-007 du 25 janvier 1983 ; par l'arrêté ministériel n° 83-494 du 3 octobre 1983 : Voir le Journal de Monaco du 7 octobre 1983 ; par l'arrêté ministériel n° 83-574 du 19 décembre 1983 : Voir le Journal de Monaco du 23 décembre 1983 ; par l'arrêté ministériel n° 84-607 du 19 octobre 1984 : Voir le Journal de Monaco du 26 octobre 1984 ; par l'arrêté ministériel n° 85-180 du 11 avril 1985 : Voir le Journal de Monaco du 19 avril 1985 ; par l'arrêté ministériel n° 85-575 du 23 septembre 1985 : Voir le Journal de Monaco du 27 septembre 1985 ; par l'arrêté ministériel n° 87-346 du 29 juin 1987 : Voir le Journal de Monaco du 3 juillet 1987 ; par l'arrêté ministériel n° 87-441 du 6 août 1987 : Voir le Journal de Monaco du 14 août 1987 ; par l'arrêté ministériel n° 89-013 du 24 janvier 1989 : Voir le Journal de Monaco du 3 février 1989 ; par l'arrêté ministériel n° 89-306 du 16 mai 1989 : Voir le Journal de Monaco du 19 mai 1989 ; par l'arrêté ministériel n° 91-541 du 4 octobre 1991 : Voir le Journal de Monaco du 11 octobre 1991 ; par l'arrêté ministériel n° 92-289 du 11 mai 1992 : Voir le Journal de Monaco du 15 mai 1992 ; par l'arrêté ministériel n° 92-520 du 8 septembre 1992 : Voir le Journal de Monaco du 11

septembre 1992 ; par l'arrêté ministériel n° 97-196 du 23 avril 1997 : Voir le Journal de Monaco du 16 mai 1997 ; par l'arrêté ministériel n° 99-383 du 30 août 1999 : Voir le Journal de Monaco du 10 septembre 1999 ; par l'arrêté ministériel n° 2017-610 du 26 juillet 2017 : Voir le Journal de Monaco du 4 août 2017 ; par l'arrêté ministériel n° 2018-1086 du 21 novembre 2018 : Voir le Journal de Monaco du 30 novembre 2018.

Notes

Liens

1. Journal de Monaco du 26 novembre 1982

^ [p.1] <https://journaldemonaco.gouv.mc/Journaux/1982/Journal-6531>